

2013 RÉSULTATS AU 31 DÉCEMBRE 2013

COMPTES CONSOLIDÉS ALLIANCES AU 31 DÉCEMBRE 2013

ACTIF	Notes	31-déc-13	31-déc-12
Écart d'acquisition	5.1.1.4 et 5.2.1.1	629 237	679 554
Immobilisations incorporelles	5.1.2.1 et 5.2.1.2	17 015	13 433
Immobilisations corporelles	5.1.2.2 et 5.2.1.3	1 046 668	994 302
Immobilisations financières	5.1.2.3 et 5.2.1.4	244 369	180 288
Titres mis en équivalence	5.2.1.5	4 330	4 547
Impôts différés actifs	5.1.2.4 et 5.2.2	78 327	78 681
Actif immobilisé		2 018 345	1 950 804
Stocks	5.1.2.5 et 5.2.3	11 378 486	9 707 260
Fournisseurs, avances et acomptes	5.2.4	307 679	395 453
Clients et comptes rattachés	5.1.2.6 et 5.2.5	5 070 773	5 104 911
Personnel		1 167	1 430
État débiteur	5.2.6	2 400 707	2 144 191
Comptes courants d'associés	5.2.7	139 827	136 362
Autres débiteurs	5.2.8	629 893	366 383
Comptes de régularisation – actif	5.2.9	101 017	115 866
Titres et valeurs de placement	5.2.10	77 354	460 152
Actif circulant		20 106 902	18 432 210
Disponibilités		302 864	509 396
Total Actif		22 429 712	20 892 210

PASSIF	Notes	31-déc-13	31-déc-12
Capitaux propres du Groupe	5.2.11	4 385 760	4 064 369
Capital		1 224 138	1 210 000
Primes d'émission		700 050	643 500
Réserves consolidées		1 881 275	1 335 922
Écart de conversion	5.1.1.5	-25	-3
Résultat net de l'exercice (part du Groupe)	5.3	580 322	874 949
Intérêts des minoritaires	5.2.12	851 649	896 360
Capitaux propres de l'ensemble consolidé		5 237 409	4 960 729
Obligations Remboursables en Actions	5.2.13	1 000 000	1 000 000
Dettes financières	5.2.14	5 948 738	6 066 216
Impôts différés passifs	5.1.2.4 et 5.2.2	402 169	430 027
Provisions durables pour risques et charges	5.2.15	32 865	35 169
Total Passif Immobilisé		12 621 182	12 492 140
Fournisseurs et comptes rattachés	5.2.16	3 515 120	2 492 642
Clients avances et acomptes	5.2.17	1 543 499	1 789 164
Personnel et organismes sociaux		48 072	39 721
État créancier	5.2.18	1 193 508	1 000 128
Compte de régularisation – passif	5.2.19	411 305	288 920
Autres provisions pour risques et charges	5.2.20	56 327	59 164
Comptes courants d'associés	5.2.21	637 564	545 047
Autres dettes	5.2.22	217 623	122 396
Passif circulant		7 622 019	6 337 184
Trésorerie – passif		2 186 511	2 062 886
Total Passif		22 429 712	20 892 210

Compte de produits et de charges	Notes	31-déc-13	31-déc-12
Produits d'exploitation		5 873 284	6 217 189
Chiffre d'affaires	5.3.1	4 266 764	4 003 387
Variation des stocks	5.3.2	1 525 030	2 100 880
Production immobilisée		25 068	13 144
Autres produits d'exploitation		8 679	
Reprises d'exploitation	5.3.3	53 743	99 787
Charges d'exploitation		4 514 892	4 882 999
Achats consommés de matières et fournitures	5.3.4	3 415 864	3 996 477
Autres charges externes		363 517	321 496
Impôts et taxes	5.3.5	62 036	30 670
Charges de personnel	5.3.6	558 987	432 573
Autres charges d'exploitation		22 486	7 247
Dotations d'exploitation	5.3.7	92 002	94 535
Résultat d'exploitation		1 364 392	1 334 200
Produits financiers		171 008	43 176
Charges financières		610 723	465 899
Résultat financier	5.3.8	-439 715	-422 723
Produits non courants		39 963	462 261
Charges non courantes		35 109	131 194
Résultat non courant	5.3.9	4 854	331 067
Résultat avant impôt		928 531	1 242 544
Impôts sur les sociétés	5.1.2.4	164 920	108 979
Impôts différés	et 5.2.2	-9 337	4 956
Reprises d'amortissement sur écarts d'acquisition	5.2.1.1	1 638	10 457
Dotations aux amortissements des écarts d'acquisition	5.2.1.1	51 628	49 962
Résultat après impôt des sociétés intégrées		723 959	1 089 104
Résultat des sociétés mises en équivalence		1 299	1 630
Résultat net de l'ensemble consolidé		725 257	1 090 735
Part du groupe	5.3	580 322	874 949
Part des minoritaires	5.2.12	144 935	215 785

	31-déc-13	31-déc-12
Résultat net consolidé	725 257	1 090 735
Dotations aux amortissements et provisions nettes des reprises	131 924	102 495
Quote-part du résultat des sociétés mises en équivalence	-1 299	-1 630
Résultat de cession	-8 469	-393 261
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net d'impôt	847 413	798 338
Élimination du coût de l'endettement financier net	592 976	436 949
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net d'impôt	1 440 389	1 235 287
Incidence de variation du BFR lié à l'activité	-510 461	-3 283 473
Variation des impôts différés	-9 337	4 956
Flux nets de trésorerie générés par l'activité	920 591	-2 043 230
Incidence de variation de périmètre	-95 003	-160 249
Acquisition d'immobilisations incorporelles	-5 410	-2 194
Acquisition d'immobilisations corporelles	-136 924	-109 216
Acquisition de titres non consolidés	-57 509	-900
Cessions d'immobilisations	12 214	453 101
Flux de trésorerie nette des prêts à long terme	-6 761	-1 404
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement	-269 393	179 138
Augmentation de capital	74 847	55 740
Dividendes mis en paiement au cours de l'exercice	-392 210	-274 765
Emission des obligations remboursables en actions		1 000 000
Emission de nouveaux emprunts	889 954	1 857 671
Remboursements d'emprunts	-940 970	-512 420
Intérêts financiers nets versés	-592 976	-436 949
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement	-961 355	1 689 277
Variation de trésorerie nette	-330 157	-174 814
Trésorerie nette d'ouverture	-1 933 490	-1 378 877
Trésorerie nette de clôture	-1 883 847	-1 553 490

	Capital	Primes d'émission	Réserves consolidées part du groupe	Résultat consolidé part du groupe	Intérêts des minoritaires	Total
Capitaux propres au 01/01/2013	1 210 000	643 500	1 335 922	874 949	896 360	4 960 729
Augmentation de capital	14 138	56 550			4 159	74 847
Effet des changements de méthodes comptables						
Effet de variation du périmètre			-176		1 002	826
Autres retraitements			-87 420		-44 597	-132 017
Mouvement : Imputation Résultat net de l'exercice			874 949	-874 949		
Dividendes			-242 000		-150 210	-392 210
Résultat consolidé de l'exercice				580 322	144 935	725 257
Écarts de conversion			-25			-25
Capitaux propres au 31/12/2013	1 224 138	700 050	1 881 250	580 322	851 649	5 237 409

5. ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS

5.1. PRINCIPES COMPTABLES ET MÉTHODES D'ÉVALUATION

Les comptes consolidés du Groupe Alliances Développement Immobilier (le « Groupe ») sont établis conformément aux normes nationales prescrites par la Méthodologie adoptée par le Conseil National de Comptabilité (CNC) dans son Avis N° 5 du 26 mai 2005.

Les comptes sociaux arrêtés au 31 décembre 2013 et 2012 des sociétés faisant partie du périmètre de consolidation ont servi de base pour l'établissement des comptes consolidés. Ces comptes ont été établis suivant les règles et pratiques comptables applicables au Maroc.

Les principales règles et méthodes du Groupe sont les suivantes :

5.1.1. Principes et méthodes de consolidation

5.1.1.1. Périmètre et méthodes de consolidation

Les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce directement ou indirectement un contrôle exclusif sont consolidées par intégration globale. Celui-ci est présumé pour les sociétés contrôlées à plus de 50% ou celles où le Groupe est majoritaire au Conseil d'Administration et dont le pourcentage de contrôle dépasse 40%.

La méthode de la mise en équivalence est appliquée pour les sociétés sur lesquelles le Groupe exerce une influence notable. L'influence notable est le pouvoir de participer aux politiques financières et opérationnelles d'une société sans en détenir le contrôle. L'influence notable est présumée lorsque le Groupe dispose, directement ou indirectement, d'une fraction comprise entre 20% et 40% des droits de vote de cette société.

Les sociétés sous contrôle conjoint sont consolidées par intégration proportionnelle.

5.1.2. Dates de clôture

Toutes les sociétés consolidées clôturent leurs comptes annuels au 31 décembre à l'exception de la société ALMES qui la clôture au 30 juin. Les comptes de la société ALMES arrêtés au 31 décembre ont été préparés pour les besoins de la consolidation.

5.1.3. Autocontrôle

La société Alliances Développement Immobilier ne détient pas d'actions d'autocontrôle classées en titres immobilisés au 31 décembre 2013 et 2012.

Dans le cadre de la mise en œuvre du programme de rachat d'actions propres dûment autorisé par l'Assemblée Générale, la société détenait au 31 décembre 2012, 12 450 actions propres classées en titres et valeurs de placement. Ces titres ont été totalement cédés courant 2013.

5.1.4. Écarts d'acquisition

Les écarts d'acquisition constatés dans les comptes consolidés correspondent à la différence entre le coût d'acquisition des titres et l'évaluation totale des actifs et passifs identifiés des sociétés acquises.

Les écarts d'acquisition positifs font l'objet d'un amortissement sur une durée déterminée en fonction de la nature de la société acquise et des objectifs fixés lors de l'acquisition. Les écarts d'acquisition dont la valeur est négligeable sont constatés en charges sur l'exercice de leur constatation.

Les écarts d'acquisition négatifs sont constatés au niveau des provisions durables pour risques et charges et font l'objet d'une reprise sur une durée déterminée en fonction de la nature de la société acquise et des objectifs fixés lors de l'acquisition.

Le Groupe a décidé, à partir de 2011, de ne constater l'amortissement des écarts d'acquisition qu'après leur affectation dans le délai accordé par l'Avis N°5 : délai se terminant à la clôture du premier exercice, commencé postérieurement à l'acquisition, au cours duquel le Groupe peut procéder aux analyses et expertises nécessaires à cette évaluation.

5.1.5. Conversion des états financiers des sociétés étrangères

La filiale Alliance Internationale est la seule filiale consolidée du Groupe dont les comptes sont tenus en devise (€) au 31 décembre 2013.

Les comptes de cette filiale ont été convertis selon la méthode du cours de clôture conformément à l'Avis N° 5 du CNC :

Les éléments d'actif et de passif monétaires et non monétaires sont convertis au cours de change de clôture.

Les produits et les charges sont convertis au cours moyen de la période.

Les écarts de conversion constatés, tant sur les éléments de bilan d'ouverture que sur le résultat, sont portés dans les capitaux propres.

5.1.2. Méthodes et règles d'évaluation

5.1.2.1. Immobilisations incorporelles

Mis à part les écarts d'acquisition constatés sur les filiales acquises par le Groupe, les immobilisations incorporelles comprennent essentiellement un fond commercial et des logiciels informatiques.

5.1.2.2. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles figurent au bilan à leur coût d'acquisition ou de production, diminué des amortissements, calculés selon la méthode linéaire, en fonction de la durée de vie estimée des actifs concernés. Les durées de vie retenues sont les suivantes :

Libellé	Durée
Constructions	20 ans
Aménagements	10 ans
Matériel et outillage	10 ans
Matériel de transport	5 ans
Matériel et mobilier de bureau	10 ans
Matériel informatique	6 ans et 8 mois

Les immobilisations en crédit-bail sont retraitées comme des acquisitions d'immobilisations en contrepartie d'un financement à long terme. Les immobilisations résultant de ce retraitement sont amorties conformément aux taux d'amortissement économiques appliqués par le Groupe.

Les impacts de cessions intragroupes sont neutralisés en consolidation.

5.1.2.3. Immobilisations financières

Les titres de participation dans les sociétés non consolidées figurent au bilan à leur coût d'acquisition ou à la valeur d'utilité, si celle-ci est inférieure. Les prêts et créances à long terme sont enregistrés à leur valeur nominale. Ils font l'objet d'une dépréciation en fonction du risque de non recouvrement.

5.1.2.4. Impôts différés

Les impôts différés résultant de la neutralisation des différences temporaires introduites par les règles fiscales et les retraitements de consolidation sont calculés société par société selon la méthode du report variable, en tenant compte de la conception étendue.

Par ailleurs, les impôts différés actifs sur les déficits fiscaux des filiales dont les perspectives de résultat sont estimées positives sont constatés sur les comptes consolidés.

5.1.2.5. Stocks

S'agissant des activités immobilières et de services, les stocks et travaux en cours sont évalués au coût de production, incluant les charges financières, sans que la valeur des stocks ne puisse excéder la valeur nette de réalisation.

Les marges sur les stocks intragroupes sont annulées en consolidation. Il s'agit essentiellement des marges sur les prestations de contractant général facturées par les sociétés Alliances Développement Immobilier et Alliances Darna.

Les marges sur stock sont calculées sur la base d'un coût de revient incluant les charges directes, indirectes et une quote-part des frais généraux attribuable aux prestations facturées sur la base du chiffre d'affaires.

2013 RÉSULTATS AU 31 DÉCEMBRE 2013

COMPTES CONSOLIDÉS ALLIANCES AU 31 DÉCEMBRE 2013

5.1.2.6. Créances

Les créances sont enregistrées à leur valeur nominale. Elles font l'objet d'une dépréciation en fonction du risque de non recouvrement. Les créances et dettes libellées en monnaies étrangères sont évaluées sur la base du cours de change en vigueur à la clôture de l'exercice. Les différences de change sont comptabilisées au niveau des comptes de charges ou de produits financiers selon le cas.

5.1.2.7. Titres et valeurs de placement

Les titres et valeurs de placement constitués d'actions cotées, SICAV et OPCVM sont enregistrés au coût historique. Une provision pour dépréciation est constituée lorsque la valeur probable de réalisation est inférieure au prix d'acquisition.

5.1.2.8. Provisions réglementées

Les provisions réglementées à caractère fiscal sont annulées en consolidation. Il s'agit essentiellement des provisions pour amortissements dérogatoires.

5.1.2.9. Reconnaissance des revenus

La société Alliances Développement Immobilier utilise la méthode d'avancement des travaux pour la comptabilisation de son chiffre d'affaires relatif aux activités de prestations de services (MOD, contractant général, ...). Concernant les activités de promotion immobilière, le chiffre d'affaires est comptabilisé selon la méthode de l'achèvement.

5.1.2.10. Provisions pour risques et charges

Les risques et charges nettement précisés quant à leur objet et que des événements survenus ou en cours rendent probable, entraînent la constitution de provisions pour risques et charges. Les montants à provisionner sont appréciés compte tenu des circonstances et du principe de prudence.

5.2. INFORMATIONS SUR LES POSTES DU BILAN

5.2.1. Informations sur les immobilisations

Variation du périmètre

Le tableau suivant présente le détail des sociétés nouvellement entrées dans le périmètre de consolidation du Groupe en 2013. Seul le secteur d'activité de la promotion immobilière a été concerné par ces nouvelles entrées courant 2013 :

Filiale	Nature d'opération	% d'intérêt	% de Contrôle	Nature de Contrôle
Promotion Immobilière				
AGHOUATIM AL BARAKA ROSERAIE	Acquisition	99.95%	100.00%	Contrôle exclusif
LAGUNE INVEST IMMO	Acquisition suivie d'une augmentation de capital	65.12%	70.00%	Contrôle exclusif

Les évolutions des pourcentages de contrôle et d'intérêt survenues en 2013 pour les entités existantes au 31 décembre 2012 ne concernent que la filiale RIAD SOLTAN dont les pourcentages d'intérêt et de contrôle sont passés respectivement de 41.86% et 45% à 51.16% et 55%.

5.2.1.1. Ecarts d'acquisition positifs

Les écarts d'acquisition positifs au 31 décembre 2013 se détaillent comme suit :

Filiale	Durée d'amortissement (ans)	Ecarts d'acquisition Bruts	Cumul Amortissement	Ecarts d'acquisition Nets
GOLF RESORT PALACE	20	159 611	47 883	111 727
AGHOUATIM AL BARAKA	20	105 215	31 564	73 650
RIAD SOLTAN	Non encore affecté	1 856	-	1 856
ALTADIC	10	2 562	2 050	512
ATLAS NAKHIL	10	64 236	29 694	38 542
MAREMCO	20	35 142	8 786	26 357
BELVA STAR	10	12 866	9 027	3 839
SOCIETE DE PARTICIPATION LIXUS	20	2 887	722	2 165
SALKIUS	20	29 972	7 493	22 479
HEM	20	54 098	10 820	43 278
EMT	20	112 291	28 073	84 218
EMT LEVAGE	20	85 073	21 268	63 805
LAGUNE INVEST	1	39	39	-
REMAM M.H.	5	1 412	282	1 129
RAMICAL	5	6 875	1 375	5 500
AGHOUATIM AL BARAKA ROSERAIE	Non encore affecté	94 548	-	94 548
NAJILA	5 et 10	48 550	18 824	29 726
PROMOGAM	10	25 302	10 121	15 181
AL AOUAYEL	10	9 328	3 731	5 597
SINDBAD HOLDING	10	1 106	332	774
SINDBAD BEACH RESORT	10	929	279	651
Total		853 599	224 362	629 237

La variation des écarts d'acquisition positifs entre le 31 décembre 2013 et 2012 s'analyse comme suit :

Ecart d'acquisition	31-déc-12	Augmentation	Diminution	31-déc-13
Valeur brute	852 858	96 443	-95 702	853 599
Amortissement	-173 304	-51 627	569	-224 362
Valeur nette	679 554	44 816	-95 133	629 237

La baisse constatée au niveau des écarts d'acquisition s'explique par l'effet combiné de :

- La constatation des écarts d'acquisition des nouvelles entrées de périmètre pour 96 millions de dirhams (principalement Aghouatim Al Baraka Roseraie pour 95 millions de dirhams) ;
- Les dotations de l'exercice pour 52 millions de dirhams ;
- L'affectation en stocks de l'écart d'acquisition des filiales Bidayat Al Khair et L'Orchidée Du Sud, constatés en 2012, pour environ 100 millions de dirhams.

5.2.1.2. Immobilisations incorporelles

La variation des immobilisations incorporelles entre le 31 décembre 2013 et 2012 s'analyse comme suit :

Immobilisations Incorporelles	31-déc-12	Augmentation	Diminution	31-déc-13
Brevets, marques, droits & valeurs similaires	5 566	3 262	-65	8 763
Fonds commercial	7 546	94	-	7 640
Autres immobilisations incorporelles	4 699	2 545	-397	6 847
Valeurs brutes	17 811	5 901	-462	23 250
Amortissements	-4 378	-1 922	65	-6 235
Valeurs nettes	13 433	3 979	-397	17 015

5.2.1.3. Immobilisations corporelles

La variation des immobilisations corporelles entre le 31 décembre 2013 et 2012 s'analyse comme suit :

Immobilisations corporelles	31-déc-12	Augmentation	Diminution	31-déc-13
Terrains	41 140	-	-	41 140
Constructions	207 319	139 421	-60	346 680
Matériel et Outillage	559 870	65 757	-11 352	614 275
Matériel de transport	76 376	504	-15 152	61 728
Mobilier, matériel de bureau & aménagements divers	100 315	16 775	-735	116 355
Autres immobilisations corporelles	45 196	10 977	-	56 173
Immobilisations corporelles en cours	303 550	48 006	-138 931	212 625
Valeurs brutes	1 333 766	231 440	-169 280	1 443 976
Amortissements	-339 464	-80 387	18 143	-401 708
Valeurs nettes	994 302	200 453	-148 087	1 046 668

Les immobilisations corporelles ont augmenté de 52 millions de dirhams par rapport au 31 décembre 2012, il s'agit principalement des acquisitions de matériels et outillages par les sociétés EMT et EMT Bâtiment financées par crédit bail. La baisse des immobilisations en cours s'explique par le transfert du golf de la filiale GRP vers les constructions

5.2.1.4. Immobilisations financières

La variation des immobilisations financières entre le 31 décembre 2012 et 2013 s'analyse comme suit :

Immobilisation financières	31-déc-12	Augmentation	Diminution	31-déc-13
Titres de participation non consolidés (1)	100 590	57 496	-180	157 906
Autres titres immobilisés	200	-	-	200
Cautionnements et prêts	80 987	6 807	-42	87 752
Immobilisations financières brutes	181 777	64 303	-222	245 858
Provisions	-1 489	-	-	-1 489
Immobilisations financières nettes	180 288	64 303	-222	244 369

(1) Les titres de participation non consolidés au 31 décembre 2013 se détaillent comme suit :

Société	Valeur Brute des titres (KMAD)	% détention	Commentaire
E.H.C.	74 451	11%	Pas de contrôle
Société d'Aménagement et de Promotion de la Station de TACHAZOUT (SAPST)	80 000	20%	Introduction au périmètre prévue en 2014
Autres	3 445	-	Non significatif
Total	157 906		

L'augmentation des titres non consolidés s'explique principalement par la participation à l'augmentation de capital de la SAPST.

5.2.1.5. Titres mis en équivalence

Il s'agit des titres de Dilam Hôtel Développement (DHD), Palmeraie Thomas Piron (PTP) et ALHIF MANAGEMENT. Ces titres sont évalués à la quote-part du Groupe dans les capitaux propres retraités de la filiale. L'évolution de ces titres entre 2012 et 2013 se détaille comme suit :

Filiales	Titres mis en équivalence 2013	Titres mis en équivalence 2012
ALHIF Management	4 081	4 266
DHD	191	191
PTP	58	90
Total TMEE	4 330	4 547

Les éléments d'actif, de passif et de résultat au 31 décembre 2013 de ces filiales se détaillent comme suit :

Rubriques / Filiales	ALHIF MANAGEMENT	DHD	PTP
Actif Immobilisé	607	119 959	11 998
Financement permanent	10 321	953	173
Actif Circulant +Trésorerie	13 134	7 231	287
Passif circulant	3 419	126 237	12 112
Charges	11 899	-	-
Produits	15 148	-	-

5.2.2. Impôts différés

Le détail des impôts différés actifs et passifs au 31 décembre 2013 par nature de retraitement se présente comme suit :

Libellé	Résultat	Réserves	Total
ID sur retraitement crédit bail	607	-53 471	-52 864
ID sur réévaluation des stocks	-8 385	-327 374	-335 759
ID sur déficits fiscaux et Différences temporaires	-8 383	60 426	52 043
ID sur Marges sur stock et frais de commercialisation	-1 193	8 992	7 798
ID sur autres retraitements (*)	8 017	-3 078	4 939
Total	-9 337	-314 505	-323 842

(*) Les autres retraitements concernent principalement l'annulation des immobilisations en non valeurs.

Preuve d'impôt :

Éléments	Montants
Résultat avant impôt	929 531
Impôt théorique	278 831
Impôt exigible comptabilisé	164 920
Impôt différé comptabilisé	-9 337
Différence	123 247
Charges non déductibles	26 813
Produits non imposables	-1 070
Retraitements n'ayant pas donné lieu à un impôt différé	-33 450
Déficit fiscaux non activés	-8 919
Autres décalages temporaires	-3 632
Impôts /Résultat exonéré	-102 989

5.2.3. Stocks

Les stocks nets par secteur d'activité au 31 décembre 2013 et 2012 se détaillent comme suit :

Secteur d'activité	31-déc-13	31-déc-12
Prestation de Service	524 481	429 108
Promotion Immobilière	10 854 005	9 278 152
Total	11 378 486	9 707 260

Les stocks consolidés ont enregistré en 2013 une augmentation de plus de 1.5 milliards de dirhams, soit 17%, par rapport à 2012. Cette augmentation s'explique principalement par l'accroissement de la production au niveau des projets de promotion immobilière dont les déstockages ne sont prévus qu'à l'horizon 2014 et 2015.

5.2.4. Fournisseurs avances et acomptes

Les avances fournisseurs au 31 décembre 2013 et 2012 se détaillent comme suit :

Secteur d'activité	31-déc-13	31-déc-12
Prestation de Service	103 936	145 352
Promotion Immobilière	203 743	250 101
Total	307 679	395 453

5.2.5. Clients et comptes rattachés

Les créances clients nets par secteur d'activité au 31 décembre 2013 et 2012 se détaillent comme suit :

Secteur d'activité	31-déc-13	31-déc-12
Prestation de Service	1 541 313	1 631 416
Promotion Immobilière	3 529 460	3 473 495
Total	5 070 773	5 104 911

La provision pour dépréciation des créances clients au 31 décembre 2013 et 2012 se détaille comme suit :

Secteur d'activité	31-déc-13	31-déc-12
Prestation de Service	8 204	7 499
Promotion Immobilière	20 961	20 961
Total	29 165	28 460

Bien que le chiffre d'affaires a connu une hausse entre 2012 et 2013, les créances clients ont connu un léger recul grâce à la mise en place par le Groupe d'une stratégie de recouvrement agressive.

2013 RÉSULTATS AU 31 DÉCEMBRE 2013

COMPTES CONSOLIDÉS ALLIANCES AU 31 DÉCEMBRE 2013

5.2.6. État débiteur

Les créances envers l'Etat au 31 décembre 2013 et 2012, par secteur d'activité, se détaillent comme suit :

Secteur d'activité	31-déc-13	31-déc-12
Prestation de Service	619 090	578 877
Promotion Immobilière	1 781 617	1 565 314
Total	2 400 707	2 144 191

5.2.7. Comptes d'associés

Secteur d'activité	31-déc-13	31-déc-12
Prestation de Service	20 598	23 438
Promotion Immobilière	119 229	112 924
Total	139 827	136 362

Les comptes d'associés débiteurs correspondent exclusivement à des comptes courants de filiales hors périmètre notamment au niveau du pôle Golfique.

5.2.8. Autres débiteurs

Les autres débiteurs au 31 décembre 2013 et 2012 se détaillent par secteur d'activité comme suit :

Secteur d'activité	31-déc-13	31-déc-12
Prestation de Service	57 189	31 999
Promotion Immobilière	572 704	334 384
Total	629 893	366 383

Les autres débiteurs ont connu une hausse de 72% expliquée principalement par certaines conventions conclues avec des institutionnelles dans le cadre de relogements.

5.2.9. Comptes de régularisation - actif

Les comptes de régularisation-actif au 31 décembre 2013 et 2012, par secteur d'activité, se détaillent comme suit :

Secteur d'activité	31-déc-13	31-déc-12
Prestation de Service	12 092	18 188
Promotion Immobilière	88 925	97 678
Total	101 017	115 866

Ce poste est constitué essentiellement de charges constatées d'avance, il s'agit des charges de commercialisation facturées par les filiales ALVI et ALDARNA aux différentes sociétés du Groupe. Ces actifs ne seront comptabilisés en charges qu'une fois le déstockage des produits correspondants est opéré.

5.2.10. Titres et valeurs de placement

Les titres et valeurs de placement au 31 décembre 2013 et 2012 se détaillent par secteur d'activité comme suit :

Secteur d'activité	31-déc-13	31-déc-12
Prestation de Service	1 460	407 959
Promotion Immobilière	75 894	52 193
Total	77 354	460 152

Les titres et valeurs de placement correspondent principalement aux DAT et OPCVM souscrits par le Groupe. L'importance de ces placements en 2012 s'expliquait par le placement du produit de cession des titres d'ALDARNA par ADI réalisé en fin d'année.

5.2.11. Capitaux propres part du groupe

La contribution des différents secteurs d'activité aux capitaux propres du Groupe (y compris le résultat) au 31 décembre 2013 et 2012 se détaille comme suit :

Secteur d'activité	31-déc-13	31-déc-12
Prestation de Service	2 666 428	2 682 052
Promotion Immobilière	1 719 332	1 382 317
Total	4 385 760	4 064 369

5.2.12. Intérêts des minoritaires

Intérêts des minoritaires	31-déc-13	31-déc-12
Réserves minoritaires	706 714	680 575
Résultats minoritaires	144 935	215 785
Total	851 649	896 360

5.2.13. Obligations Remboursables en Actions

Secteur d'activité	31-déc-13	31-déc-12
Prestation de Service	1 000 000	1 000 000
Total	1 000 000	1 000 000

5.2.14. Dettes financières

Les dettes financières au 31 décembre 2013 correspondent aux emprunts et dettes de financement pour 5 848 millions de dirhams et aux dettes relatives aux contrats de crédit bail pour 100 millions de dirhams.

Dettes de financement	31-déc-13	31-déc-12
Emprunts obligataires	3 000 000	3 000 000
Dettes liées aux contrats de crédit bail	100 568	118 123
Emprunts auprès des établissements de crédit	2 841 506	2 932 769
Autres emprunts	6 664	15 324
Total	5 948 738	6 066 216

5.2.15. Provisions durables pour risques et charges

Les provisions durables pour risques et charges correspondent principalement à l'écart d'acquisition négatif de la filiale Salixus dont l'évolution est détaillée par le tableau ci-dessous.

Filiale	31-déc-13	31-déc-12
SALIXUS (Promotion immobilière)	24 572	25 211
Total	24 572	25 211

5.2.16. Fournisseurs

Les dettes fournisseurs au 31 décembre 2013 et 2012, par secteur d'activité, se détaillent comme suit :

Secteur d'activité	31-déc-13	31-déc-12
Prestation de Service	1 086 239	833 103
Promotion Immobilière	2 428 881	1 659 539
Total	3 515 120	2 492 642

Les dettes fournisseurs ont connu une hausse de 1 022 millions de dirhams en 2013, cela s'explique par l'accroissement de la production principalement au niveau des pôles Habitat Social et Intermédiaire et Construction ainsi que l'importance des travaux réalisés non encore facturés à fin décembre.

5.2.17. Clients avances et acomptes

Les avances et acomptes clients au 31 décembre 2013 et 2012, par secteur d'activité, se détaillent comme suit :

Secteur d'activité	31-déc-13	31-déc-12
Prestation de Service	564 918	730 768
Promotion Immobilière	978 581	1 058 396
Total	1 543 499	1 789 164

La baisse des avances et acomptes clients au niveau du secteur d'activité « Prestation de Services » s'explique par la livraison de certains projets hôteliers d'où la neutralisation des avances clients y afférentes.

Par ailleurs, la baisse au niveau du secteur d'activité « Promotion Immobilière » s'explique par la neutralisation, courant 2013, des avances clients relatives aux projets déstockés plus importante que les nouvelles avances encaissées.

5.2.18. État créditeur

Les dettes envers l'Etat se détaillent, par secteur d'activité, comme suit :

Secteur d'activité	31-déc-13	31-déc-12
Prestation de Service	316 482	240 555
Promotion Immobilière	877 026	759 573
Total	1 193 508	1 000 128

La hausse du solde des comptes Etat créditeur est principalement justifiée par l'importance de l'IS de l'exercice et la TVA facturée au titre des déstockages des projets golifiques et résidentiels.

5.2.19. Compte de régularisation - passif

Les comptes de régularisation-passif au 31 décembre 2013 et 2012 se détaillent par secteur d'activité comme suit :

Secteur d'activité	31-déc-13	31-déc-12
Prestation de Service	143 040	79 970
Promotion Immobilière	268 265	208 950
Total	411 305	288 920

Le solde des comptes de régularisation passif correspond principalement à la provision des intérêts courus non échus au titre de l'endettement contracté. La hausse s'explique principalement par :

- La première année de constatation de l'intérêt sur les ORA.
- L'effet d'une année pleine pour l'emprunt obligataire d'ALDARNA contracté en août 2012.

5.2.20. Autres provisions pour risques et charges

Les autres provisions pour risques et charges au 31 décembre 2013 et 2012 se détaillent par secteur d'activité comme suit :

Secteur d'activité	31-déc-13	31-déc-12
Prestation de Service	3 485	2 872
Promotion Immobilière	51 842	56 292
Total	55 327	59 164

Les provisions pour risques et charges correspondent principalement aux provisions pour travaux restant à effectuer au titre des déstockages relatifs au pôle golifique.

5.2.21. Comptes courants d'associés créditeurs

Les comptes courants d'associés créditeurs au 31 décembre 2013 et 2012 se détaillent par secteur d'activité comme suit :

Secteur d'activité	31-déc-13	31-déc-12
Prestation de Service	28 642	36 283
Promotion Immobilière	608 922	508 764
Total	637 564	545 047

La hausse des comptes courants d'associés créditeurs au niveau de la « Promotion Immobilière » s'explique principalement par les dividendes des minoritaires d'une filiale dont la distribution a été décidée par AGO le 20 décembre 2013.

5.2.22. Autres dettes

Secteur d'activité	31-déc-13	31-déc-12
Prestation de Service	60 469	69 903
Promotion Immobilière	157 154	52 493
Total	217 623	122 396

Il s'agit, entre autres, d'avances de trésorerie hors Groupe servant à financer divers projets.

5.3. INFORMATIONS SUR LES POSTES DU COMPTE DE RESULTAT

5.3.1. Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires consolidé au 31 décembre 2013 et 2012 se détaille par secteur d'activité comme suit :

Secteur d'activité	31-déc-13	31-déc-12
Prestation de Service	1 220 248	1 240 621
Promotion Immobilière	3 046 516	2 762 766
Total	4 266 764	4 003 387

Le chiffre d'affaires du secteur d'activité « Prestation de Service » a enregistré une quasi stagnation entre 2012 et 2013. Le chiffre d'affaires de la « Promotion Immobilière » quant à lui a connu une hausse de 284 millions de dirhams expliquée principalement par la contribution importante du pôle Golifique et Résidentiel.

5.3.2. Variation des stocks

Les variations de stocks au 31 décembre 2013 et 2012 se détaillent, par secteur d'activité, comme suit :

Secteur d'activité	31-déc-13	31-déc-12
Prestation de Service	70 077	57 388
Promotion Immobilière	1 454 953	2 043 492
Total	1 525 030	2 100 880

La baisse de la variation de stock s'inscrit principalement dans le cadre de la réduction de l'acquisition de foncier en 2013 par rapport à 2012.

5.3.3. Reprises d'exploitation et transferts de charges

Les reprises d'exploitation et transferts de charges au 31 décembre 2013 et 2012 se détaillent comme suit :

Secteur d'activité	31-déc-13	31-déc-12
Prestation de Service	842	3 590
Promotion Immobilière	52 901	96 197
Total	53 743	99 787

Les reprises de provisions concernent principalement le secteur d'activité « Promotion Immobilière ». Il s'agit principalement de reprises de provision sur travaux post-achèvement.

5.3.4. Achats consommés de matières et fournitures

Les achats consommés de matières et fournitures au 31 décembre 2013 et 2012 se détaillent par secteur d'activité comme suit :

Secteur d'activité	31-déc-13	31-déc-12
Prestation de Service	944 193	857 490
Promotion Immobilière	2 471 671	3 138 987
Total	3 415 864	3 996 477

Les achats consommés ont connu une baisse de 15% en 2013, passant de 3 996 millions de dirhams à 3 415 millions de dirhams, expliquée principalement par l'importance de l'acquisition de foncier en 2012.

2013 RÉSULTATS AU 31 DÉCEMBRE 2013

COMPTES CONSOLIDÉS ALLIANCES AU 31 DÉCEMBRE 2013

5.3.5. Impôts et taxes

Les impôts et taxes au 31 décembre 2013 et 2012 se détaillent par secteur d'activité comme suit :

Secteur d'activité	31-déc.-13	31-déc.-12
Prestation de Service	11 157	4 850
Promotion Immobilière	50 879	25 820
Total	62 036	30 670

La hausse des impôts et taxes s'explique principalement par l'importance des frais de conservation foncière relatifs à l'éclatement des titres et le complément de la taxe professionnelle, émis en 2013, au titre des années précédentes.

5.3.6. Charges de personnel

Les charges de personnel se détaillent comme suit pour les exercices 2013 et 2012 :

Libellé	31-déc-13	31-déc-12
Rémunérations du personnel	447 470	346 382
Charges sociales	98 173	76 847
Charges sociales diverses	13 344	9 344
Total	558 987	432 573

Les charges de personnel au 31 décembre 2013 et 2012 se détaillent par secteur d'activité comme suit :

Secteur d'activité	31-déc-13	31-déc-12
Prestation de Service	438 936	336 083
Promotion Immobilière	120 051	96 490
Total	558 987	432 573

Les effectifs des sociétés consolidées au 31 décembre 2013, par secteur d'activité et par filiale, se présentent comme suit :

FILIALES	EFFECTIF
ADI	91
ALMOD	52
ALVI	26
EMT	1 248
EMT LEVAGE	205
EMT ROUTES	325
EMT BATIMENT	2 804
AUTRES	33
Prestation de Service	4 784
GOLF RESORT PALACE	126
ALGOLF	112
SALIXUS CLUB	103
ALDARNA	311
SALIXUS	17
AUTRES	87
Promotion Immobilière	756
TOTAL	5 540

La hausse des charges de personnel s'explique principalement par le recrutement important par la filiale EMT BATIMENT d'ouvriers sous contrats chantiers en 2013, ces effectifs ont contribué à la réalisation de divers projets. Notons que le tiers des projets de cette filiale est réalisé pour le compte du Groupe. Le pôle Habitat Social et Intermédiaire a également participé à l'augmentation de l'effectif courant 2013.

5.3.7. Dotations d'exploitation

Les dotations d'exploitation au 31 décembre 2013 et 2012 se détaillent comme suit :

Libellé	31-déc.-13	31-déc.-12
Dotations aux amortissements	82 423	83 777
Dotations aux provisions	9 579	10 758
Total	92 002	94 535

5.3.8. Résultat financier

Le résultat financier au 31 décembre 2013 et 2012 se détaille comme suit :

Libellé	31-déc.-13	31-déc.-12
Produits des titres de placement	-	223
Autres produits financiers	9 128	23 310
Reprises financières	161 880	19 642
Produits financiers	171 008	43 175
Charges d'intérêts	601 408	459 817
Autres charges financières	8 526	1 398
Dotations financières	789	4 683
Charges financières	610 923	465 908
Résultat financier	-439 715	-422 723

Les produits d'intérêts correspondent principalement aux intérêts sur avances de trésorerie et sur prêts facturés aux filiales hors périmètre.

Les reprises financières correspondent essentiellement aux charges d'intérêts activées en stocks.

Les charges financières correspondent principalement aux charges d'intérêts sur les dettes financières du Groupe. La variation de ces charges s'explique par l'emprunt obligatoire émis en août 2012 par ALDARNA qui a subi l'impact d'une année pleine en 2013 et par l'émission des ORA émis fin décembre 2012, n'a commencé à produire son effet qu'en 2013.

5.3.9. Résultat non courant

Le résultat non courant au 31 décembre 2013 et 2012 se détaille comme suit :

Libellé	31-déc-13	31-déc-12
Plus value sur cession des immobilisations	8 469	393 261
Dotations non courantes	-	-22
Reprises non courantes sur provisions	1 882	859
Autres produits et charges non courants	-5 497	-63 031
Résultat non courant	4 854	331 067

Le résultat non courant au titre de l'exercice 2012 correspondait principalement à la cession de 6.97% des titres de participation ALDARNA détenus par ADI à un institutionnel.

5.4. ENGAGEMENTS HORS BILAN

Libellé	31-déc-13	31-déc-12
Cautions données (1)	1 169 997	1 137 725
Cautions reçues	235 860	289 056
Hypothèques (2)	4 399 000	5 417 700
Nantissements (3)	680 000	575 000
Total	6 484 857	7 419 481

1) Il s'agit principalement de cautions données par certaines sociétés devant dans la prestation de service.

2) Il s'agit d'hypothèques de terrains, les principales filiales contributrices sont celles du pôle Social et Intermédiaire pour environ 3 milliards de dirhams.

3) Il s'agit de nantissements de titres données principalement par la Holding.

5.5. INFORMATIONS RELATIVES AUX PARTIES LIÉES

Chiffres en KMAD

Nature de la transaction	Montant des produits comptabilisés	Montant des charges comptabilisées
Conventions de contractant général	109 524	-
Convention de maîtrise d'ouvrage déléguée	6 429	-
Convention de prestation de services	-	23 173
Convention de fourniture et d'installation d'équipement et de mobilier	-	2 171
Convention d'assistance technique et administrative	99 562	-
Conventions de placement d'avances de trésorerie	119 661	-
Conventions d'avances en comptes courants d'actionnaires rémunérés	31 713	-
Conventions de refacturation de charges	8 251	-
Convention de bail professionnel	-	7 303

5.6. LISTE DES SOCIÉTÉS CONSOLIDÉES

Le périmètre au 31 décembre 2013 ainsi que les méthodes de consolidation utilisées se présentent comme suit :

	Nom de société	% de Contrôle	% d'intérêt	Nature de Contrôle	Méthode de consolidation
Prestation de services	ADI	100,00%	100,00%	Contrôle exclusif	IG
	ALVI	99,98%	99,98%	Contrôle exclusif	IG
	ALLIANCES MOD	100,00%	100,00%	Contrôle exclusif	IG
	ALLIANCE INTERNATIONALE	100,00%	100,00%	Contrôle exclusif	IG
	ALGEST	99,99%	99,99%	Contrôle exclusif	IG
	ALTADEC	65,00%	65,00%	Contrôle exclusif	IG
	EMT BATIMENT	100,00%	100,00%	Contrôle exclusif	IG
	ALHIF MANAGEMENT	39,99%	39,99%	Influence notable	MEE
	ALMES	72,60%	72,60%	Contrôle exclusif	IG
	ENTREPRISE MAROCAINE DES TRAVAUX (EMT)	95,33%	68,44%	Contrôle exclusif	IG
	EMT LEVAGE	95,00%	68,97%	Contrôle exclusif	IG
	EMT ROUTES	100,00%	100,00%	Contrôle exclusif	IG
	EMT AGREGATS	99,99%	99,99%	Contrôle exclusif	IG
	ALTAG	79,99%	79,99%	Contrôle exclusif	IG
	MENZEH ENNAKHL	99,96%	79,96%	Contrôle exclusif	IG
	GOLF RESORT PALACE (GRP)	99,80%	99,80%	Contrôle exclusif	IG
	AGHOUTIM AL BARAKA	99,95%	99,95%	Contrôle exclusif	IG
	RIAD SOLTAN	55,00%	51,16%	Contrôle exclusif	IG
	ALDARNA	93,02%	93,02%	Contrôle exclusif	IG
	SI ZERKAOUIA	99,99%	99,99%	Contrôle exclusif	IG
	LA BELLE ROSERAIE	50,00%	49,90%	Contrôle conjoint	IP
	ATLAS NAKHL	100,00%	100,00%	Contrôle exclusif	IG
	MAREMCO	100,00%	93,02%	Contrôle exclusif	IG
DAR AL MOURAD IMMOBILIER	99,80%	92,86%	Contrôle exclusif	IG	
DHD	20,00%	19,96%	Influence notable	MEE	
BELYA STAR REALITY	95,00%	88,37%	Contrôle exclusif	IG	
OUED NEGRICO IMMOBILIER (ONI)	70,00%	65,11%	Contrôle exclusif	IG	
RMILA RESORT	100,00%	93,25%	Contrôle exclusif	IG	
OUED DRAA RESORT	99,87%	99,87%	Contrôle exclusif	IG	
GOLF ARGANA RESORT	99,87%	99,87%	Contrôle exclusif	IG	
TANGER RESORT	70,00%	65,12%	Contrôle exclusif	IG	
M'DEQ DEVELOPPEMENT	70,00%	65,12%	Contrôle exclusif	IG	
ZONE FRANCHE F'NDEQ (ZFF)	99,96%	65,09%	Contrôle exclusif	IG	
AL GOLF GESTION	99,90%	99,70%	Contrôle exclusif	IG	
SOCIETE DE PARTICIPATION LIXUS	99,93%	99,93%	Contrôle exclusif	IG	
SALIXUS	100,00%	99,95%	Contrôle exclusif	IG	
PIRON MAROC HOLDING (PMH)	100,00%	100,00%	Contrôle exclusif	IG	
HOLDING ESSAOUIRA MOGADOR (HEM)	100,00%	99,97%	Contrôle exclusif	IG	
PALEMERAJE THOMAS PIRON (FTP)	33,33%	33,32%	Influence notable	MEE	
BIDAYAT AL KHEIR	100,00%	93,02%	Contrôle exclusif	IG	
L'ORCHIDEE DU SUD	100,00%	93,02%	Contrôle exclusif	IG	
ALPHA PALACE	99,87%	99,67%	Contrôle exclusif	IG	
REMAM MOROCCO HOSPITALITY	100,00%	99,95%	Contrôle exclusif	IG	
RAMICAL	50,97%	50,97%	Contrôle exclusif	IG	
AKILAM	100,00%	50,97%	Contrôle exclusif	IG	
LA VALLÉE AUX GOLFS	100,00%	92,86%	Contrôle exclusif	IG	
COGEDIM	100,00%	100,00%	Contrôle exclusif	IG	
JARDINS DU LITTORAL	70,00%	70,00%	Contrôle exclusif	IG	
NAJILA	65,00%	60,46%	Contrôle exclusif	IG	
AL EXPERIENCIA IMMOBILIER	99,96%	92,99%	Contrôle exclusif	IG	
ALLIANCES SUD DEVELOPPEMENT	100,00%	100,00%	Contrôle exclusif	IG	
LA VALERIANE	100,00%	100,00%	Contrôle exclusif	IG	
PROMOGAM	100,00%	100,00%	Contrôle exclusif	IG	
SALIXUS CLUB	100,00%	99,95%	Contrôle exclusif	IG	
GOLF AKENZA RESORT	100,00%	99,95%	Contrôle exclusif	IG	
AL AOJAYEL IMMOBILIER	99,80%	92,84%	Contrôle exclusif	IG	
ERRAHMA PARK	50,00%	46,41%	Contrôle exclusif	IG	
SI NEJMAT SAISS	65,00%	60,46%	Contrôle exclusif	IG	
SINDIBAD HOLDING	50,00%	50,00%	Contrôle conjoint	IP	
SINDIBAD BEACH RESORT	50,00%	50,00%	Contrôle conjoint	IP	
BENCHMARK ALLIANCES	99,87%	99,87%	Contrôle exclusif	IG	
SI JARDINS DE NARCISSE	100,00%	100,00%	Contrôle exclusif	IG	
RENT NESOCE	100,00%	93,02%	Contrôle exclusif	IG	
NAJILA II	96,00%	58,05%	Contrôle exclusif	IG	
SINDIPARK	50,00%	50,00%	Contrôle conjoint	IP	
IMMOBILIERE RIYAD ALNOUR	99,87%	92,90%	Contrôle exclusif	IG	
AB ROSERAIE	100,00%	99,95%	Contrôle exclusif	IG	
LAGUNE INVEST IMMO	70,00%	65,12%	Contrôle exclusif	IG	

2013 RÉSULTATS AU 31 DÉCEMBRE 2013

COMPTES CONSOLIDÉS ALLIANCES AU 31 DÉCEMBRE 2013

5.7. ANNEXES

5.7.1. Annexe 1 : Tableau des créances

CREANCES	TOTAL 2012	TOTAL 2013	ANALYSE PAR ECHEANCE			AUTRES ANALYSES			
			Moins d'un an	Plus d'un an	A plus de cinq ans	Montants en devises	Montants sur l'Etat et les organismes publics	Montants sur les entreprises liées	Montants représentés par des effets
DE L'ACTIF IMMOBILISE	80 909	87 675	-	87 675	-	-	-	-	-
• Prêts immobilisés	-	-	-	-	-	-	-	-	-
• Autres créances financières	80 909	87 675	-	87 675	-	-	-	-	-
DE L'ACTIF CIRCULANT	8 284 598	8 651 063	6 941 916	1 709 147	-	-	2 400 707	-	-
• Fournisseurs débiteurs	395 453	307 679	114 929	192 750	-	-	-	-	-
• Clients et comptes rattachés	5 104 911	5 070 773	4 324 521	746 252	-	-	-	-	-
• Personnel	1 430	1 167	1 034	133	-	-	-	-	-
• Etat	2 144 191	2 400 707	1 951 916	448 791	-	-	2 400 707	-	-
• Comptes courants d'associés	136 362	139 827	-	139 827	-	-	-	-	-
• Autres débiteurs	366 383	629 893	448 499	181 394	-	-	-	-	-
• Compte de régularisation Actif	115 866	101 017	101 017	-	-	-	-	-	-

5.7.2. Annexe 2 : Tableau des dettes

DETTES	TOTAL 2012	TOTAL 2013	ANALYSE PAR ECHEANCE			AUTRES ANALYSES			
			Moins d'un an	Plus d'un an	A plus de cinq ans	Montants en devises	Montants sur l'Etat et les organismes publics	Montants sur les entreprises liées	Montants représentés par des effets
DETTES DE FINANCEMENT	6 066 216	5 948 738	1 458 668	4 450 070	-	-	-	-	-
• Autres dettes de financement	6 066 216	5 948 738	1 458 668	4 450 070	-	-	-	-	-
DU PASSIF CIRCULANT	6 273 016	7 636 611	6 536 352	1 027 263	-	1726	1 223 003	-	-
• Fournisseurs	2 492 642	3 515 120	3 367 320	147 800	-	1726	-	-	-
• Clients créditeurs	1 789 164	1 543 499	1 348 164	195 335	-	-	-	-	-
• Personnel	12 517	18 577	18 577	-	-	-	-	-	-
• Organismes sociaux	27 205	29 495	29 495	-	-	-	29 495	-	-
• Etat	1 000 128	1 193 508	989 289	204 219	-	-	1 193 508	-	-
• Comptes courants d'associés	545 047	637 564	164 381	473 183	-	-	-	-	-
• Autres créanciers	122 396	217 623	210 861	6 762	-	-	-	-	-
• Comptes de régularisation Passif	288 920	411 305	411 305	-	-	-	-	-	-

5.7.3. Annexe 3 : Tableau des provisions

NATURE	Montant début exercice	Autres Mouvements	DOTATIONS			REPRISES			Montant fin exercice
			Exploitation	Financières	Non courantes	Exploitation	Financières	Non courantes	
1. Provisions pour dépréciation de l'actif immobilisé	1 489	-	-	-	-	-	-	-	1 489
3. Provisions durables pour risques et charges	8 957	-	-	-	-	-	-	-	8 957
4. Excès d'acquisition négatifs	26 211	-	-	-	-	-	-	-	26 211
Sous Total (A)	36 657	-	-	-	-	-	-	-	36 657
4. Provisions pour dépréciation de l'actif circulant (hors trésorerie)	45 680	-	8 766	-	-	-	-	-	54 446
5. Autres provisions pour risques et charges	59 164	-	614	-	66	2 082	-	2 435	55 327
6. Provisions pour dépréciation des comptes de trésorerie	3 012	-	-	-	-	-	2 470	-	542
Sous Total (B)	107 856	-	9 380	-	66	2 082	2 470	2 435	110 315
Total (A+B)	144 513	-	9 380	-	66	2 082	2 470	4 737	144 670

5.7.4. Annexe 4 : Etat de changement des méthodes

Nature des changements	Justification des changements	Influences des dérogations sur le patrimoine, la situation financière et les résultats
NEANT	NEANT	NEANT

5.7.5. Annexe 5 : Etat des dérogations

Indication des dérogations	Justification des dérogations	Influences des dérogations sur le patrimoine, la situation financière et les résultats
La société a appliqué la méthode de l'avancement, en comptabilisant aussi bien le chiffre d'affaires que les charges y afférent et non uniquement le produit net partiel tel que préconisé par le CGNC.	La société estime que le fait de comptabiliser uniquement la marge à l'avancement, telle que préconisée par le CGNC ne permet pas dans le cadre de l'activité de la société d'atteindre l'objectif d'image fidèle recherché par la Norme Comptable. Le choix de la comptabilisation du chiffre d'affaires, relatif à des travaux reçus par le client, permet de refléter la réalité économique de l'activité de la société.	L'application de cette dérogation comptable n'a pas d'impact sur le résultat de la société mais uniquement sur la présentation des comptes et se présente comme suit: • Augmentation du chiffre d'affaires: 136 244 Kdhs • Charges de l'exercice liées aux contrats : 127 169 Kdhs • Augmentation des créances clients: 123 242 Kdhs

5.7.6. Annexe 6 : Informations sur les dirigeants

Le montant des rémunérations et avantages alloués aux dirigeants au titre de l'exercice 2013, tel que définis par l'Avis n°5 du Conseil National de la Comptabilité, s'élève à 9,4 millions de dirhams brut y compris les charges sociales patronales.

Deloitte

288, Bd Zertouni - Casablanca - Maroc
Téléphone (212) 0522 22 40 34
Fax (212) 0522 22 40 78

Aux Actionnaires du Groupe Alliances Développement Immobilier
16, Rue Ali Abderrazak - Casablanca

RAPPORT D'AUDIT SUR LES ETATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE DU 1^{ER} JANVIER AU 31 DECEMBRE 2013



A. SAAIDI ET ASSOCIES
Commissaires aux Comptes

4, Place Maréchal - Casablanca - Maroc
Téléphone (212) 0522 27 99 16
Fax (212) 0522 20 58 90

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de la Société Alliances Développement Immobilier S.A. et de ses filiales (Groupe Alliances Développement Immobilier), comprenant le bilan, ainsi que le compte de résultat, le tableau des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, et des notes contenant un résumé des principales méthodes comptables et d'autres notes explicatives. Ces états financiers consolidés font ressortir un montant de capitaux propres consolidés de KMAD 5 237 409 dont un bénéfice net consolidé de KMAD 725 257.

Responsabilité de la Direction

La direction est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces états financiers consolidés, conformément aux normes nationales de consolidation. Cette responsabilité comprend la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation des états financiers consolidés ne comportant pas d'anomalie significative, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

Responsabilité de l'Auditeur

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états financiers consolidés sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les Normes de la Profession au Maroc. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique, de planifier et de réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalie significative.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation du risque que les états financiers consolidés contiennent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. En procédant à ces évaluations du risque, l'auditeur prend en compte le contrôle interne en vigueur dans l'entité relative à l'établissement et la présentation des états financiers consolidés afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Opinion sur les états financiers consolidés

A notre avis, les états financiers consolidés cités au premier paragraphe ci-dessus donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière du Groupe Alliances Développement Immobilier au 31 décembre 2013, ainsi que de la performance financière et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux normes nationales telles que prescrites par la méthodologie adoptée par le CNC du 15 juillet 1999.

Casablanca, le 19 Mai 2014.

Les Commissaires aux Comptes

Deloitte Audit
Ahmed Benabdelkhalak

Associé

A. SAAIDI ET ASSOCIES
Nawfal Amar

Associé